

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Mende, le 11 avril 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de France
Le Complo
48500 Laval-du-Tarn

Références :
Code AIOT : 0006602122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement Carrières de France implanté Le Complo 48500 Laval-du-Tarn.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de France
- Le Complo 48500 Laval-du-Tarn
- Code AIOT : 0006602122 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière exploitée à Laval du Tarn par la société Carrières de France est utilisée pour la production de blocs de calcaire. Après prolongation pour une durée de 3 ans, l'autorisation en vigueur sera à échéance au 4 janvier 2026.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux

enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Acte de cautionnement	AP de Mise en Demeure du 15/03/2024, article 1	Consignation - Mise en demeure, respect de prescription	0 Jours

2	Remise en état	AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1	Prescriptions complémentaires	9 Mois
---	----------------	---	-------------------------------	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas fourni d'acte de cautionnement des garanties financières. La mise en demeure afférente, ainsi que la consignation de somme, ne sont pas levées.

Au vu de la modification de l'usage futur du site, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le préfet pour encadrer la remise en état du site d'ici au 4 janvier 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative - garanties financières
Prescription contrôlée : La société CARRIÈRES DE FRANCE (SIRET n°425 054 251 00011), dont le siège social est situé lieu-dit « Les carrières », 23250 SOUBREBOST, exploitant une carrière sise lieu-dit « Le Complo », commune de Laval-du-Tarn, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-DREAL-2023-095-002 du 5 avril 2023 susvisé en produisant et transmettant à Monsieur le préfet une attestation de cautionnement de garanties financières d'un montant de 67 860 euros sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis l'acte de cautionnement des garanties financières. Jusqu'à transmission du document original constituant les garanties financières prévues pour cette carrière, la mise en demeure n'est pas levée. La consignation de somme est maintenue.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription - Consignation
Proposition de délais : 0 Jours

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1

Thème(s) : Situation administrative - conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux présents sur la carrière par opération de remblayage selon le profil et les plans présentés en annexe du présent arrêté. Le profil de la remise en état de la carrière respectent les principes généraux suivants :

- le carreau de la carrière présente un profil plan en pente douce de 5 à 7 % en direction du Sud ;
- le front de la carrière, en Partie Nord et Est ne peut être supérieur à une hauteur de 15 m. Il peut en cas de nécessité prévoir la présence d'une banquette intermédiaire.

Conformément aux indications de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant sa réutilisation ultérieure à des fins d'espace naturel.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé.

En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant l'utilisation ultérieure envisagée.

Conformément à l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières la remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- . la mise en sécurité des fronts de taille,
- . le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- . l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

L'inspecteur de l'environnement constate que la remise en état, telle que projetée par l'exploitant et actée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 5 avril 2023, n'est pas lancée. Notamment, la fosse présente sur le carreau d'exploitation n'est pas comblée.

Un stock important de blocs est présent sur les surfaces qui ont été remises en état avant la prolongation d'autorisation accordée par l'APC du 5 avril 2023.

L'exploitant déclare que la dernière extraction de matériaux a été effectuée au mois de juillet 2023.

L'exploitant déclare que le projet de parc photovoltaïque, qui avait conduit à la modification des conditions de remise en état, est abandonné. Suite à la visite, il a transmis un courrier daté du 18 octobre 2023 attestant la rupture du bail prévu dans le cadre de ce projet de parc.

L'autorisation en vigueur arrive à échéance le 4 janvier 2026, soit une période de 9 mois pour procéder à la remise en état complète du site.

Au vu de la modification de l'usage futur du site, un projet d'arrêté complémentaire est proposé à Monsieur le préfet pour que cette modification soit bien prise en compte dans la définition des conditions de remise en état du site, ainsi que pour encadrer l'avancement des travaux de sorte que la finalisation de la remise en état coïncide avec la date d'échéance de l'autorisation.

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 9 Mois